



# L'avenir de la droite en Europe

POUR UNE POLITIQUE  
DE LA TRANSMISSION





*Ce texte est le fruit d'un travail de réflexion et d'auditions auquel ont contribué les députés du Groupe du Parti populaire européen (PPE) Isabel Benjumea (délégation espagnole), Christian Doleschal (délégation allemande), György Hölvényi (délégation hongroise), Miriam Lexmann (délégation slovaque), Lukas Mandl (délégation autrichienne), Roberta Metsola (délégation maltaise), et Karlo Ressler (délégation croate), sous la direction de François-Xavier Bellamy (délégation française). Le texte a été adopté par le Groupe PPE à la fin de l'année 2020, suite à sa présentation à l'automne.*



## INTRODUCTION

Lorsque j'ai confié à François-Xavier Bellamy la lourde tâche de diriger la rédaction d'un document du Groupe PPE sur l'avenir de la démocratie chrétienne en Europe, je ne doutais pas un seul instant qu'il se montrerait à la hauteur de la mission : qui, mieux qu'un philosophe, pouvait animer cette réflexion sur l'avenir de la démocratie chrétienne en Europe, dans laquelle je souhaitais que le Groupe PPE s'engage?

Ce travail, stimulant sur le fond, l'est aussi dans la méthodologie employée : il s'agit avant tout du résultat d'un travail et d'un effort collectifs, menés par huit députés européens issus des quatre coins de l'Europe. Pendant des mois, échangeant avec des personnalités éminentes du Parti Populaire Européen et des experts, ils se sont penchés sur ce que cela signifie, d'être démocrate-chrétien aujourd'hui, et ils se sont interrogés sur ce que les citoyens européens attendent de notre famille politique.

Dans un monde de plus instable, confrontée à une compétition mondiale sans merci de la part de puissances comme la Chine, menacée dans son voisinage immédiat par la Russie et la Turquie, l'Union européenne se trouve devant un choix existentiel : se réformer, s'adapter aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle, défendre son modèle européen de société dans le monde, ou céder définitivement sa place. Nous, démocrates-chrétiens, ne nous résoudrons jamais au déclin européen.

Parce que contrairement aux populistes qui instrumentalisent les peurs des citoyens sans proposer de solutions, contrairement aux partis politiques spécialisés sur une thématique unique, la démocratie chrétienne a toujours eu pour ambition de proposer une offre globale qui réunisse et réconcilie l'ensemble des pans de nos sociétés. C'est la raison pour laquelle nous restons, année après année, la plus grande famille politique en Europe.

Ce document, le fruit du travail collectif mené par François-Xavier Bellamy et des discussions entre toutes les composantes de notre groupe politique, est un condensé de l'ADN de notre famille politique et une contribution très stimulante à cette réflexion sur l'avenir de la démocratie chrétienne européenne.

**Manfred Weber**

Président du Groupe PPE  
au Parlement européen



# POUR UNE POLITIQUE DE LA TRANSMISSION





## POUR UNE POLITIQUE DE LA TRANSMISSION

Notre temps est celui d'une crise globale. Une crise économique de long terme conduit partout à une remise en cause de la mondialisation ; la crise écologique menace les équilibres fondamentaux qui rendent notre monde habitable ; et l'impuissance à agir efficacement face à ces défis suscite une crise politique profonde : dans un contexte de défiance envers leurs représentants, les sociétés européennes semblent se fracturer en communautés opposées, fragilisant ainsi la possibilité même du dialogue démocratique.

Dans ce moment de l'histoire, l'Europe est à la croisée des chemins. Au cours des dernières décennies, des milliers de personnes sont sorties de la pauvreté ; les guerres, les famines

et les maladies sont allées en diminuant. Notre continent a su trouver sa propre voie pour devenir ce qu'il est maintenant, et, sans être parfait, est regardé par tous comme un modèle. Aujourd'hui, ces progrès sont remis en cause ; il est de notre responsabilité et de notre devoir de sauvegarder les acquis du passé. L'Union européenne reste la deuxième puissance économique mondiale, mais elle fait face à une forte concurrence des autres puissances mondiales, qui, loin de revendiquer une simple influence économique, veulent constituer des alternatives à notre système politique et, dans certains cas, à nos principes mêmes. La Chine par exemple, avec son projet de Route de la soie, exprime une nouvelle ambition économique et géopolitique. Dans ce contexte, la pandémie qui a marqué l'année 2020 a révélé la dépendance industrielle et technologique de l'Europe dans de nombreux domaines stratégiques. Initialement perçues comme des liens propices à la paix, les relations d'interdépendances apparaissent désormais comme des facteurs d'insécurité. Bien sûr, l'Europe

est encore le continent au monde où les indicateurs de développement sont les plus élevés; mais elle peine à trouver sa place face aux grands blocs dont la montée en puissance défie le multilatéralisme, et nos démocraties héritières de vingt-cinq siècles d'histoire, voient défiée leur capacité à maîtriser leur destin.

Ces questions obligent la démocratie chrétienne, force politique qui a été le principal moteur de l'intégration européenne au cours des dernières décennies, à mener un travail de fond. Dans beaucoup de nos pays, elle est en difficulté face aux nouvelles fractures qui traversent les sociétés, et aux polarités inédites qui recomposent l'espace politique. Les citoyens lui reprochent le passif d'une gestion politique qui n'a pas empêché les crises multiples du présent. Pourtant, la tradition intellectuelle et politique qu'elle représente est indispensable pour apporter des réponses aux nouveaux défis du XXIème siècle: une nouvelle définition de la démocratie chrétienne est donc nécessaire, non seulement pour l'avenir du centre-droit en Europe, mais pour

l'avenir de l'Europe elle-même.

Il nous faut répondre aux urgences de notre temps: dans cette période de crise globale, la première responsabilité politique est de préserver et de transmettre les fondamentaux que nous devons aux générations futures. Transmettre une nature dont les dérèglements écologiques menacent aujourd'hui les équilibres vitaux; transmettre une culture commune fragilisée par les nouvelles fractures des sociétés européennes; transmettre enfin la possibilité même d'une action commune à travers la politique et les institutions démocratiques. L'Europe a connu des étapes de fondation et de conservation; au point critique où elle se trouve aujourd'hui, notre famille politique a pour mission de sauver ce qui doit l'être.

## SAUVER LA NATURE

Elle doit s'appuyer pour cela sur une vision claire de l'écologie : l'homme ne dispose pas de la nature en propriétaire, il la reçoit et doit s'attacher à transmettre un monde où la vie demeure possible. L'homme fait partie de la nature, il dépend d'elle et doit agir en conséquence. Pour l'avoir oublié, nous avons causé des déséquilibres dangereux pour l'avenir ; mais nous ne pourrons pas les réparer en choisissant de disparaître. Nous regardons l'homme comme le gardien de ce monde. La responsabilité écologique n'implique pas qu'il renie son rôle, cesse d'agir ou cherche à s'effacer. Nous ne retrouverons les solutions que par la raison, dans un monde plus humain et non l'inverse. Échapper à la déraison, c'est se savoir responsables du long terme, travailler à une économie prospère dans la sobriété, fonder nos décisions sur les faits

et la science plutôt que sur la superficialité de l'idéologie et de la communication. C'est la seule ligne de conduite qui puisse répondre à l'urgence écologique, garantir la diversité du vivant et le respect de l'animal, rétablir l'équilibre climatique, et transmettre la beauté du monde. Pour déployer l'imagination qui permettra seule de relever le défi écologique, il nous faut retrouver confiance dans le «génie européen».

Notre responsabilité envers la nature ne s'arrête pas à la protection de l'environnement : nous sommes aussi dépositaires de la condition humaine elle-même, liés par l'exigence absolue que représentent la dignité de la personne humaine, les traits constitutifs de sa nature, la liberté de sa conscience et le respect de ses droits fondamentaux. Chaque personne a sa propre valeur, irréductible à toute échelle qui prétendrait évaluer sa performance ou son utilité. Il nous appartient de préserver un monde où une vie vraiment humaine demeure possible, en protégeant les conditions d'existence de cet être de relations : les liens d'ap-

partenance à des communautés particulières, en premier lieu la famille et la cité, qui lient les individus par la confiance mutuelle et la conscience du bien commun. Elles sont les structures grâce auxquelles chacun peut se former et s’accomplir, développer sa raison et son intelligence, apprendre à vivre en communauté, et conquérir sa liberté, tout en faisant l’expérience de la responsabilité qu’elle implique. Il n’est pas de politique qui prépare l’avenir sans soutenir les familles, fondement de toute société et condition de sa vitalité future. La question démographique en Europe ne peut être ignorée : la fuite des talents, les faibles taux de natalité et le vieillissement des sociétés créent une spirale démographique délétère qui affecte aussi bien l’économie – en créant d’importantes pénuries de main-d’œuvre – que nos équilibres sociaux. Face à cette crise qui menace l’avenir de nos pays, nous devons prendre en compte la dimension démographique dans toutes nos décisions politiques. Nous ne voulons pas seulement aider les familles à rester unies, mais aussi créer les conditions de leur bien-être en favorisant l’équi-

libre entre vie professionnelle et vie familiale et en soutenant les parents.

La pandémie de coronavirus a révélé combien la question de la santé est centrale : la protection de la personne – sur le plan physique, mental et social – doit être au cœur de l’action politique afin d’apporter l’aide indispensable à ceux qui en ont besoin. Dans la recherche médicale, la logique commerciale ordinaire doit être orientée vers le bien commun, car elle relève du nécessaire. A travers une coopération scientifique internationale, l’Europe doit contribuer au progrès médical et en bénéficier. Nous devons accroître la résilience et l’indépendance de nos pays en matière de matériel médical, de principes actifs pharmaceutiques, d’infrastructures de santé, renforcer la coopération transfrontalière et régionale européenne dans le domaine des soins, investir dans des projets de recherche communs, tout en définissant des normes exigeantes pour protéger les droits des patients.

## SAUVER LES CONDITIONS DE LA PROSPÉRITÉ FUTURE

Garantir l'équilibre de nos sociétés suppose d'assurer de façon durable les conditions d'une prospérité partagée. Cela ne peut s'accomplir que par le mérite du travail, dont la démocratie chrétienne reconnaît la dignité et le rôle essentiel dans l'économie et la société. Le travail permet de produire des biens ou des services nécessaires à la vie ou à l'amélioration des conditions d'existence ; par l'effort collectif qu'il crée, il suscite aussi un lien essentiel entre les personnes. Il apporte ainsi bien plus qu'un simple salaire : il permet de réaliser sa personnalité, d'exprimer ses qualités et sa créativité, et de participer à une œuvre commune. Pour cette raison, créer des emplois est une bien meilleure politique que miser sur la distribution

d'aides : dans les politiques européennes, le fait de parvenir à un taux d'emploi élevé doit être un objectif constant. De même, nous croyons fermement à la valeur de la propriété privée dans la mesure où elle garantit la liberté tout en inspirant le sens des responsabilités. Nous reconnaissons la valeur du travail bénévole qui est source de nombreux bienfaits pour notre société et qui soutient les personnes dans le besoin.

Nous refusons toute conception qui dans le travail verrait seulement des rapports de forces, des relations de pressions et d'oppressions, un jeu à somme nulle où le gain de l'un suppose la perte de l'autre. Ce parti pris de la confiance est fondé sur l'assurance que la réalité du travail permet à toute société de créer ensemble bien plus que ce que la somme des efforts individuels aurait pu produire. Il implique que l'Europe agisse pour assurer le respect dû au travail et sa juste rémunération, permettant d'accéder à une vie décente ; qu'elle garantisse la liberté d'entreprendre et la loyauté dans les échanges, des conditions de concurrence

équitable au sein du marché unique et dans ses relations commerciales avec le reste du monde. L'économie est au service des hommes, et non l'inverse.

Affirmer qu'aucune société n'est prospère, juste et unie sans travail, c'est reconnaître que nos pays développés ne peuvent pas le traiter comme un simple facteur de coût, ni chercher à s'en défaire, en particulier en déléguant à des populations moins aisées la tâche de produire pour nous. L'économie sociale de marché repose sur le bénéfice mutuel que permet l'échange économique, à la condition que chacun apporte pour l'échange le produit de son travail.

Dans cette perspective, le commerce peut constituer une source de prospérité et d'avantages mutuels: dès lors que les droits de l'homme et l'État de droit sont respectés, que des règles communes et des objectifs sociaux et environnementaux exigeants sont partagés, une politique commerciale équilibrée peut être un moyen d'apporter les produits de la main-d'œuvre et du savoir-faire européens sur

les marchés étrangers, de favoriser l'innovation technologique, le choix des consommateurs et la baisse des prix, tout en renforçant notre position géopolitique dans le monde et en créant des liens avec d'autres continents et cultures. Elle doit toutefois tenir compte non seulement du consommateur, mais aussi du producteur: l'Union européenne doit obtenir des conditions de concurrence réellement équitables dans ses relations commerciales, afin d'éviter les distorsions économiques et sociales, en exigeant une réciprocité concrète de tous les pays désireux d'accéder à son marché unique. Nous devons veiller à ce que les échanges commerciaux ne conduisent pas à des injustices accrues, ou à des niveaux de vie dégradés, ni ne provoquent de dépendance unilatérale: des garde-fous doivent donc être mis en place afin de trouver un équilibre entre les besoins des consommateurs et le bien commun de nos sociétés. Nous devons faire preuve de plus de fermeté à cet égard: l'Europe doit retrouver sa capacité à travailler et à produire dans l'agriculture et le secteur alimentaire, l'industrie,

l'énergie, les matières premières essentielles, les services. Il y a là un enjeu économique, mais aussi écologique et politique.

Pour que nos pays puissent prendre toute leur place dans un monde de puissances concurrentes, y compris dans le commerce mondial, l'Europe doit assurer sa sécurité alimentaire et son autonomie stratégique, en particulier par un effort de recherche soutenu, par exemple dans le digital et les nouvelles technologies. Tout en soutenant une coopération multilatérale fondée sur des règles afin de promouvoir une concurrence équitable dans le commerce international, elle doit également être prête à défendre activement ses intérêts et ses valeurs grâce à des accords bilatéraux et des instruments autonomes. Nous devons rester ouverts sur le monde, sans pour autant permettre à des régimes autoritaires d'exploiter notre marché unique ou de voler la propriété intellectuelle de nos entreprises, sans exposer nos démocraties au danger de cyberattaques et d'influences malveillantes.

La numérisation est déjà en train de transformer la façon dont nous communiquons, travaillons, vivons. Dans la nouvelle ère numérique, l'Europe n'assurera une véritable prospérité future que si elle investit de manière convaincante dans la recherche et l'innovation, et si elle fournit l'environnement adéquat pour le déploiement des infrastructures physiques et numériques. Pour nous, l'innovation n'est pas un but en soi; elle est un moyen de servir la vie. C'est la recherche du bien commun, plutôt que l'argent, le pouvoir ou l'idéologie, qui devrait toujours guider nos choix en matière d'innovation. Nous voulons créer les conditions qui permettent à l'être humain de garder la maîtrise des technologies futures, notamment par l'éducation. Pour accompagner cette révolution mondiale, les pays européens doivent prendre l'initiative d'un travail réglementaire dans les domaines de l'intelligence artificielle et du Big Data, et développer une approche fondée sur la promotion de la dignité humaine, qui nous prémunit contre les idéologies

transhumanistes et eugénistes, et contre la marchandisation du corps humain.

Dans cette période de changements rapides, nous devons être vigilants pour éviter les bouleversements politiques et sociaux qu'avait générés la première révolution industrielle; elle a engendré de grands bienfaits, mais a aussi créé de grandes divisions entre les gagnants et les perdants de la société. Personne ne doit être laissé pour compte du fait de la révolution numérique.



## SAUVER LA CULTURE

Elle pourra ainsi transmettre aux Européens de demain la capacité d'agir pour l'équilibre du monde, en se fondant sur les principes qui nous relient. Car l'Europe n'est pas un espace neutre, ni simplement un marché unique, ou une organisation internationale comme une autre : elle est fondée sur une civilisation, née de la rencontre de l'héritage gréco-latin avec l'alliance des traditions juive et chrétienne, qui a poursuivi son développement au Moyen âge, à la Renaissance, au temps des Lumières. L'idée d'Europe désigne un espace géographique et culturel vieux de plusieurs millénaires.

L'Europe d'aujourd'hui sera mieux préparée à relever les défis de demain si elle sait reconnaître et estimer, nommer et transmettre ces racines intellectuelles et spirituelles, qui depuis des

siècles ont alimenté la pluralité de nos cultures : dans leur diversité, nos pays sont unis par ces sources communes, à travers une certaine manière de vivre, une conception de la personne et de la société ainsi que sa traduction dans le droit, l'architecture et l'urbanisme, les langues et les arts. Si l'histoire européenne a souvent été tragiquement infidèle à cet héritage, elle a vu mûrir, y compris par nos erreurs, notre civilisation commune ; et il est aujourd'hui plus nécessaire que jamais de préserver et de réaffirmer ce que nous en recevons pour l'avenir : le principe de la dignité inaliénable de toute personne, et l'attention particulière aux plus vulnérables ; la protection inconditionnelle de la liberté de conscience, de la liberté de religion et de la liberté d'expression ; le sens de la responsabilité et la recherche du bien commun ; le goût de la conversation, l'art de la civilité, l'attachement à la raison et à la mesure ; le souci de la justice, et la volonté de mettre la force au service du droit ; l'égalité devant la loi, et en particulier l'égalité de l'homme et de la femme. La tradition politique de la démocratie chrétienne est

singulièrement liée à l'héritage de la civilisation européenne.

L'Europe peut offrir au monde de demain la fidélité qu'elle doit à ces principes essentiels. Pour cela, il faut d'abord qu'elle s'attache de nouveau, à travers la fonction primordiale de l'éducation à transmettre son héritage aux générations à venir, pour qu'il fasse grandir leur liberté en même temps que la conscience de ce qui nous est commun. Le devoir de mémoire et l'exigence de vérité historique n'impliquent pas une culpabilité perpétuelle, ou le déni de l'enracinement qui fait de nous ce que nous sommes : refuser nos racines ne peut que nous isoler dans l'individualisme, la perte de sens, les conflits communautaristes, ouvrant ainsi la voie aux idéologies telles que l'islamisme. Apprendre à connaître et à estimer la civilisation singulière que nous recevons de nos aînés est d'autant plus nécessaire pour permettre aux familles et aux jeunes issus d'une immigration récente de se reconnaître dans un même sentiment d'appartenance.

Cette intégration réussie, exigence partagée par le nouvel arrivant et par la société qu'il rejoint, est nécessaire pour que le lien civique perdure. Accueillir des personnes sans pouvoir vraiment leur offrir une place n'est pas faire preuve de bienveillance : c'est seulement les exposer de façon certaine à l'exploitation, à de mauvaises conditions de travail ou à des difficultés d'intégration, qui peuvent peser sur plusieurs générations. Les hommes ne sont pas des atomes indifférenciés évoluant dans un espace neutre : partager des repères communs est la condition de la vie en société. Cela impose de garantir la maîtrise des frontières et le contrôle des flux migratoires, sans lesquels toute société est vouée à être déstabilisée. Toute personne aspire à vivre dans un monde familier par la culture, la langue, le mode de vie : aucune politique migratoire ne peut écarter ce besoin pour considérer seulement des calculs économiques, justifier notre impuissance, ou encourager les circulations. Le premier des droits n'est pas d'être accueilli chez l'autre, c'est de pouvoir vivre chez soi.

Pour le rendre effectif, l'Europe doit s'engager plus efficacement dans le soutien au développement de l'Afrique et des pays défavorisés dans le monde. Rétablir cet équilibre est d'autant plus indispensable que nous voulons rester capables du droit d'asile, qui fait partie de notre civilisation : ce devoir d'humanité suppose d'accueillir dignement celui qui est réellement menacé ou persécuté, non de laisser s'opérer des flux migratoires incontrôlés au profit de réseaux de traite d'êtres humains. Garantir que n'entre en Europe que celui qui y est légalement autorisé, c'est la condition de l'unité de nos sociétés autant que de la sécurité des personnes au-delà de nos frontières, sur terre et sur mer.

des sociétés européennes.

## SAUVER LA POLITIQUE

Transmettre l'expérience démocratique et la participation à une civilisation commune est nécessaire pour que demeure possible la politique - le fait même de délibérer et d'agir ensemble. Cela suppose d'abord d'avoir conscience de ce qui nous lie : une société n'est pas une addition d'individus condamnés à la solitude, ni un terrain d'affrontement entre groupes distincts défendant chacun leurs intérêts ou leurs identités. La nature et la culture que nous recevons ensemble, la sécurité et la prospérité, la paix et la justice, constituent autant de fondements d'un bien commun auquel nul ne saurait être indifférent, et qui est un devoir pour chacun. Réveiller à la conscience de cette communauté de destin est d'autant plus nécessaire au moment où les fractures sociales, géographiques, communautaristes, viennent fragiliser l'unité

L'atomisation de la société contribue à dissoudre le lien civique : inspirés par le personnalisme qui est au cœur de la tradition démocrate-chrétienne, nous voulons combattre l'individualisme, le relativisme, le consumérisme et le communautarisme qui y concourent. La possibilité même de la politique est en jeu, sans laquelle ne peut prévaloir que la violence. La démocratie chrétienne a un rôle à jouer dans la réconciliation de nos sociétés. Retrouver le sens de la politique, c'est réaffirmer qu'elle ne saurait être dissociable de l'exigence morale qu'implique le service du bien commun. C'est rappeler que le devoir du citoyen autant que la responsabilité de l'élu supposent le souci de la vérité, et la maîtrise d'un savoir, en particulier pour appréhender la complexité croissante de nos sociétés. C'est refuser que le débat public soit confisqué par l'anathème et l'excès, et l'action publique diluée dans la tactique électorale, la désinformation et la communication permanente, et lutter contre cette dérive notamment en favorisant

la liberté et le pluralisme des médias.

Retrouver le sens de la politique, c'est aussi respecter de manière inconditionnelle l'État de droit, et récuser le pouvoir de l'arbitraire. L'Union européenne doit établir des critères clairs, justes et impartiaux définissant l'État de droit, qui ne puissent pas être instrumentalisés au profit de conflits politiques ou idéologiques. C'est finalement redonner toute sa consistance à la démocratie : née avec l'Europe il y a vingt-cinq siècles, cette forme politique veut que les peuples aient par leur décision, mûrie dans la conversation civique, le pouvoir de se gouverner. Alors que cette aspiration à la liberté avait triomphé des totalitarismes nazis et soviétiques au cours du vingtième siècle, l'expérience démocratique semble une nouvelle fois mise en jeu par l'émergence de nouvelles formes d'aliénation, par les évolutions de la mondialisation, par le développement d'autorités non politiques n'assumant pas de responsabilité devant les peuples, par les nouvelles possibilités de désinformation permises par les nouvelles

technologies. Dans ce contexte, bien des citoyens en Europe ont le sentiment de ne plus pouvoir décider, d'être exclus de la vie démocratique, et de perdre la main sur leur destin.

L'Union européenne ne peut être l'un des noms de ce sentiment de dépossession : elle doit retrouver le principe de subsidiarité qui la fonde, pour que chaque décision revienne à l'échelon pertinent le plus proche du terrain : comme le déterminent les Traités, des règles peuvent être fixées à l'échelle européenne uniquement en cas de compétences partagées, «si l'action proposée ne peut être réalisée de manière suffisante par les États membres».

La législation européenne a un effet réel sur nos existences ; il est d'autant plus indispensable que les institutions qui la déterminent obéissent à l'exigence démocratique, faute de quoi la vitalité politique au sein même des États membres ne peut qu'être compromise. Parce qu'elle a fait naître une pluralité de langues, de cultures et de peuples, l'Europe doit rester fidèle à son modèle

singulier, celui d'une diversité de nations démocratiques unies par une civilisation commune. Aux citoyens de ces démocraties, l'aventure européenne peut redonner leur pleine souveraineté, par une alliance effective et des stratégies communes qui permettront à nos pays de relever les défis globaux que nous affrontons ensemble. C'est à cette condition que nous pourrons surmonter les crises que nous traversons, et transmettre aux générations futures la possibilité de perpétuer le miracle démocratique. Nos sociétés sont suffisamment résistantes pour surmonter les crises de notre époque. L'espérance d'un avenir meilleur est la réponse de la démocratie chrétienne à la peur, et la meilleure boussole pour guider l'Europe dans les années à venir.







Exemplaire gratuit, ne peut être vendu. Ne pas jeter sur la voie publique.